

Paris, le 5 octobre 2017

Objet Consultation 4^e plan autisme : pour une reconnaissance du droit au diagnostic des personnes autistes Asperger et de haut niveau.

Madame, Monsieur,

Aujourd'hui, en France, plus d'un million de personnes vivent dans une grande souffrance : ce sont les 300 000 autistes Asperger et de haut niveau ainsi que leurs familles. Cette souffrance pourrait leur être épargnée si leur droit au diagnostic était respecté ainsi que leur droit à une juste prise en charge thérapeutique. Sans cela, c'est également leur droit à l'éducation et au travail en milieu ordinaire qui ne sera jamais appliqué, les condamnant de facto à l'exclusion sociale.

Malgré plus de 500 millions d'euros engagés dans les trois précédents plans autistes, les autistes Asperger et de haut niveau vivent toujours dans la situation dénoncée par le Comité Consultatif National d'Éthique en 2007 dans son avis N° 102 : « *l'absence de diagnostic précoce, de scolarisation en milieu ordinaire et de socialisation, conduisent à une perte de chances pour les enfants et à une "maltraitance" par défaut* ».

A travers la mise en place d'un 4^{ème} plan autisme, la France a l'occasion de rattraper son retard. Pour cela, elle doit s'inspirer des méthodes de dépistage et de diagnostic reconnues à l'étranger, et favoriser l'utilisation des « Bonnes Pratiques » adaptées à ce type d'autisme.

Ce faisant, la France répondrait à la demande des personnes autistes Asperger et de haut niveau, qu'ainsi que de leurs familles, tout en réduisant de façon significative les coûts de prises en charge, en particulier pour la sécurité sociale, de ces formes d'autisme.

Nous, co-présidentes de l'association Action pour l'Autisme Asperger, parents et grands parents d'enfants et d'adultes autistes Asperger ou de haut niveau, espérons vivement que la consultation actuellement menée en vue d'un 4^{ème} Plan pour l'autisme saura tenir compte de nos recommandations. Nous joignons donc à ce courrier une lettre de propositions visant à faire cesser des souffrances injustifiées et évitables.

Dans l'espoir que vous soutiendrez notre démarche, recevez Madame, Monsieur, nos salutations respectueuses.

Les co-présidentes



Marie-Françoise Péré-Gaudio



Francine Stourdzé